

Rapports [2008](#) de Advancing Freedom and Democracy « *L'Avancée de la liberté et de la Démocratie* » -

Diffusé par le Bureau de la Démocratie, des Droits de l'Homme et du Travail

23 mai 2008

1ère Partie

Le Niger est une république multipartite qui est revenue à la démocratie en 1999. En 2004 les citoyens ont élu Mamadou Tandja à un deuxième mandat présidentiel de cinq ans que les observateurs internationaux ont jugé généralement libre et juste. En Février 2007 le Mouvement des Nigériens pour la Justice à prédominance groupe touareg rebelle a lancé une série d'attaques contre l'armée et les installations stratégiques dans le nord. En réponse le gouvernement a déclaré un état d'alerte au nord le 24 août, 2007. Le respect des droits de l'homme a régressé au cours de 2007. Les abus des droits de l'homme comprenaient les assassinats extra judiciaires et l'utilisation de la force excessive par les forces de sécurité; les faibles conditions de prison; les arrestations et détentions arbitraires; les détentions prolongées avant jugement; l'interférence de l'exécutif dans le judiciaire; l'utilisation excessive de la force et d'autres abus dans les conflits internes; les restrictions sur la liberté de presse; la dispersion de force de manifestants; les restrictions sur le mouvement de liberté; la corruption; la discrimination sociale et la violence contre les femmes et les enfants; la mutilation génitale féminine; l'exploitation des personnes; la pratique de l'esclavage par certains groupes; et le travail forcé des enfants.

2e Partie

La priorité immédiate du gouvernement américain pour la promotion des principes démocratiques et des droits de l'homme travaille pour éliminer les restrictions sur la capacité des groupes de presse et des droits de l'homme à mener des investigations et des rapportages. Les Etats Unis continuent à parler aux responsables du gouvernement, des médias et des ONG par rapport aux restrictions en relation avec le conflit dans le nord et autres restrictions présumées du gouvernement sur leur capacité à fonctionner. Les Etats Unis soutiennent les efforts pour assurer des élections présidentielles et législatives libres et justes en 2009. Ceci comprend la préparation d'un transfert paisible de pouvoir étant donné que le Président Tandja est constitutionnellement empêché de se présenter pour un autre mandat. Le renforcement des processus de décentralisation du gouvernement reste aussi une priorité. Les Etats Unis continuent d'aborder des questions telles que la corruption, l'exploitation des personnes, la discrimination contre les femmes, l'esclavage et le travail des enfants.

3e Partie

Les responsables américains expriment de façon routinière des préoccupations concernant les abus des droits de l'homme aux responsables de haut niveau du gouvernement. Les Etats Unis soulignent aussi l'importance d'élections réussies en 2009. Jusqu'à l'imposition par l'état des restrictions de déplacement au nord, les responsables américains ont participé à des activités orientées sur les jeunes à travers tout le pays. De telles activités comprenaient celles relatives à la lutte contre la corruption et aux efforts de paix et de tolérance. Le gouvernement américain travaille avec des ONG pour encourager la bonne gouvernance à travers la formation des responsables locaux, l'appui aux radios communautaires, et l'amélioration de la mise en œuvre de l'accord de paix qui a mis fin à la rébellion des années 90.

4e Partie

Le gouvernement américain finance des programmes pour réduire la corruption par des activités telles que le renforcement du cadre juridique, l'amélioration des systèmes de passation de marché public, et l'appui à la société civile et les efforts des media contre la corruption. Les programmes américains additionnels appuient la formation des responsables chargés de la mise en vigueur de la loi sur la lutte contre l'exploitation humaine, des ateliers pour mettre fin à la pratique de l'esclavage, la fourniture d'abri et des services de réintégration aux victimes d'exploitation, et aux efforts pour éliminer le travail d'exploitation des enfants. Les activités de la diplomatie publique jouent aussi un rôle clé dans l'avancée de la démocratie et de la liberté. L'Ambassadeur et autres responsables américains ont participé aux activités de la diplomatie publique y compris parler de la capacité des média et de la liberté de presse. D'autres programmes de la diplomatie publique ont abordé les questions comprenant la tolérance religieuse entre les musulmans et non musulmans, l'exploitation des personnes et la corruption.